

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 127

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 761
sull'attuazione della Strategia europea per la sicurezza –
risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 29 luglio 2005

L'Assemblée,

(i) Considérant les efforts accomplis par les Etats européens au sein de l'UEO, l'OTAN et l'UE depuis de nombreuses années dans le but de construire une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE);

(ii) Soulignant que ces coopérations à géométrie variable visent à rationaliser les efforts industriels et technologiques de défense européens en leur donnant plus de cohérence et en définissant les priorités en matière de recherche, technologie et développement (RT&D);

(iii) Constatant les insuffisances européennes en matière d'investissement en RT&D de défense ainsi que les lacunes dans certaines technologies de pointe et en matière de systèmes/intégration des systèmes, particulièrement en ce qui concerne les nouvelles technologies de l'information et de la communication;

(iv) Considérant que des raisons économiques importantes, telles que le maintien d'une force de travail de haut niveau, la préservation et le développement des BITD nationales et le besoin d'être compétitif et attractif à l'exportation jouent

un rôle prépondérant dans la prise de décisions concernant la RT&D de défense;

(v) Notant que la compétition-coopération transatlantique en matière de R&T est aussi un facteur d'émulation important, dont dépend en grande partie le rééquilibrage tant attendu des relations transatlantiques en matière de sécurité et de défense;

(vi) Jugeant que l'ETAP est le résultat de la mise en oeuvre des engagements souscrits dans la LoI/accord-cadre relatif aux mesures visant à faciliter les restructurations et le fonctionnement de l'industrie européenne de défense;

(vii) Rappelant que la LoI/accord-cadre ne comprend que les grands producteurs et investisseurs européens dans les domaines des équipements et de la R&T de défense et que les règles définies en son sein ont vocation à régir tout processus de réforme et de refondation de la BITDE, ce qui est d'ailleurs l'une des tâches de l'Agence européenne de défense;

(viii) Considérant que le programme ETAP peut jouer un rôle important de stimulation de la coopération européenne dans le domaine de la R&T de défense et qu'il a un effet bénéfique non seulement sur les industries mais aussi sur les agences gouvernementales responsables de l'armement, qui sont amenées à travailler dans un environnement plus européen;

(ix) Soulignant que l'ETAP regroupe les principaux Etats européens dans le domaine de l'aéronautique civile et de défense et que ces pays sont en train de s'équiper, en matière de systèmes aériens pilotés de combat du futur, d'appareils dont la durée de vie va au-delà de 2020 (Typhoon/Eurofighter, Rafale et Gripen) et que ces plates-formes pourraient bénéficier des innovations conçues et développées dans le cadre de l'ETAP, ce qui aurait pour avantage d'augmenter leur degré d'interopérabilité;

(x) Rappelant que deux des aspects essentiels pour la réussite de l'ETAP sont précisément la transparence et le développement en commun de technologies et de systèmes, ce qui est toujours source de problèmes dans le cadre européen;

(xi) Constatant qu'en Europe, l'accroissement des engagements militaires extérieurs visant à lutter contre le terrorisme international et contre la prolifération d'armes de destruction massive et de terreur et à répondre à des situations de crise relevant des missions de Petersberg, notamment en Afrique, n'a pas été suivi par des augmentations des budgets de la défense du même ordre qu'aux Etats-Unis;

(xii) Rappelant que l'Agence européenne de défense (AED) comporte un directeur sur la R&T de défense et de sécurité;

(xiii) Notant que l'AED n'est pas seule en charge des questions d'équipements et de R&T de défense et de sécurité car la Commission européenne a fait, elle aussi, son entrée dans ce domaine, il y a près d'une décennie, notamment en matière de restructuration des industries de défense et de réorganisation du secteur, en dépit des restrictions juridiques imposées par l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne (TICE);

(xiv) Considérant que, dans ce domaine, le Programme européen de recherche sur la sécurité (PERS) de la Commission européenne, dont l'Action préparatoire pour la période 2004-2006 est en cours, porte sur des technologies duales et sur le développement de concepts qui sont aussi au coeur de l'ETAP;

(xv) Constatant, par ailleurs, qu'en matière d'équipements et de R&T de défense, la dimension transatlantique est incontournable et que les pays européens veulent être traités dans ce domaine comme de véritables partenaires (et fournisseurs) et non plus comme des sous-traitants

potentiels, dépendant de la technologie et des produits américains;

(xvi) Soulignant que le projet d'avion de combat du futur F-35/Joint Strike Fighter illustre bien le dilemme européen de la coopération transatlantique et a aussi une incidence directe sur l'avenir de l'ETAP et de la BITDE;

(xvii) Considérant que les pays européens engagés dans ce programme sont liés, pour les décennies à venir, à un projet américain qui n'est pas bénéfique, en termes industriels et technologiques, à la BITDE;

(xviii) Regrettant que le programme Neuron (démonstrateur de la validité du concept UCAV – Unmanned Combat Aerial Vehicle) n'ait pas pu être développé au sein de l'ETAP,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO QUI PARTICIPENT A L'ETAP

1. A revitaliser le programme ETAP en identifiant des domaines de coopération pour les années à venir et en établissant un calendrier réaliste d'objectifs à accomplir;

2. A veiller à ce que les priorités technologiques identifiées dans le cadre de l'ETAP se traduisent par des programmes d'études et de développement pour les entreprises des Etats participants de manière à préserver le partenariat public-privé (PPP) qui est au coeur de ce projet;

3. A veiller à ce que l'ETAP serve à identifier, parmi les besoins futurs en matière de systèmes de combat aériens, ceux qui sont déjà développés aux Etats-Unis, y compris les projets en coopération comme le Joint Strike Fighter, de manière à éviter les duplications coûteuses et inutiles;

4. A veiller à ce que l'impulsion donnée à la R&T de défense européenne et le renforcement de la BITDE ne soient pas confondus avec une tentative de bâtir une « forteresse Europe » dans ce domaine, sans pour autant exclure le recours à une préférence européenne dans le choix des technologies et des équipements, de manière à préserver l'autonomie européenne et à renforcer la BITDE;

5. A veiller à ce que les efforts des pays européens pour garder des capacités nationales considérées comme stratégiques prennent une dimension européenne incarnée par l'UE dans l'Agence européenne de défense;

6. A faire tout le nécessaire pour avoir une coopération transatlantique équilibrée, ce qui pourrait donner une impulsion importante à la restructuration des industries de défense européennes;

7. A veiller à ce que l'ETAP s'ouvre graduellement à d'autres pays qui ont aussi des compétences et occupent des créneaux de spécialisation technologiques dans le domaine aéronautique et spatial.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 761
sull'attuazione della Strategia europea per la sicurezza —
risposta alla relazione annuale del Consiglio**

L'Assemblea,

(i) Considerando l'ingente lavoro realizzato da ormai molti anni dagli Stati europei nell'ambito dell'UEO, della NATO e dell'UE finalizzato alla costruzione di una base industriale e tecnologica della difesa europea (BITDE);

(ii) Nel sottolineare che queste cooperazioni a geometria variabile tendenti a razionalizzare gli sforzi industriali e tecnologici della difesa europei, attribuendo loro una maggiore coerenza e definendo le priorità in materia di ricerca, tecnologia e sviluppo (RT&D);

(iii) Constatando le carenze europee in materia di investimento in RT&D della difesa, nonché le lacune in talune tecnologie di punta e in materia di sistemi/integrazione dei sistemi, specialmente per quel che attiene alle nuove tecnologie dell'informazione e della comunicazione;

(iv) Considerando che importanti ragioni economiche, come il mantenimento di una forza lavoro di alto livello, la conservazione e lo sviluppo delle BITD nazionali e l'esigenza di essere competitivi e attrattivi per le esportazioni svolgono un ruolo preponderante nel processo decisionale relativo alla RT&D della difesa;

(v) Nell'osservare che la competizione-cooperazione transatlantica in materia di R&T è anche un importante fattore di emulazione, dal quale dipende in gran

parte il tanto atteso riequilibrio delle relazioni transatlantiche in materia di sicurezza e di difesa;

(vi) Ritenendo che l'ETAP sia il risultato dell'attuazione degli impegni sottoscritti nella LoI (Lettera d'intenti)/Accordo-quadro relativo alle misure volte a facilitare le ristrutturazioni e il funzionamento dell'industria europea della difesa;

(vii) Ricordando che la Lettera d'intenti/Accordo-quadro riguarda solo i grandi produttori e investitori europei nei settori degli equipaggiamenti e della R&T della difesa e che le regole definite al suo interno hanno l'intento di disciplinare qualsiasi processo di riforma e di rifondazione della BITDE, il che, peraltro, rappresenta uno dei compiti dell'Agenzia Europea di Difesa;

(viii) Considerando che il programma ETAP può svolgere un ruolo importante di incoraggiamento della cooperazione europea nel settore della R&T della difesa e che esso ha un effetto benefico non solo sulle industrie ma anche sulle agenzie governative responsabili degli armamenti, che vengono portate a lavorare in un ambiente più europeo;

(ix) Nel sottolineare che l'ETAP riunisce i principali Stati europei nel settore dell'aeronautica civile e della difesa e che tali paesi si stanno dotando, per quel che attiene ai sistemi aerei pilotati da combattimento del futuro, di apparecchi la cui

durata di vita va oltre il 2020 (Typhoon/Eurofighter, Rafale e Gripen) e che tali piattaforme potrebbero beneficiare delle innovazioni concepite e sviluppate nell'ambito dell'ETAP, il che presenterebbe il vantaggio di aumentare il loro grado di interoperabilità;

(x) Ricordando che due degli aspetti essenziali per la riuscita dell'ETAP sono proprio la trasparenza e lo sviluppo comune di tecnologie e di sistemi, il che è sempre fonte di problemi in ambito europeo;

(xi) Nel constatare che in Europa, all'aumento degli impegni militari esterni rivolti alla lotta contro il terrorismo internazionale e contro la proliferazione di armi di distruzione di massa e del terrore, e alla risposta a situazioni di crisi che rientrano nei compiti di Petersberg, soprattutto in Africa, non hanno fatto seguito aumenti dei bilanci della difesa della stessa entità rispetto a quanto è avvenuto negli Stati Uniti;

(xii) Ricordando che l'Agenzia Europea di Difesa (AED) comprende directorato sulla R&T della difesa e della sicurezza;

(xiii) Nell'osservare che l'AED non è l'unica ad essere incaricata delle questioni relative agli equipaggiamenti e alla R&T della difesa e della sicurezza in quanto anche la Commissione europea ha fatto il suo ingresso in questo settore, circa dieci anni or sono, principalmente in materia di ristrutturazione delle industrie della difesa e di riorganizzazione del settore, a dispetto delle restrizioni giuridiche imposte dall'articolo 296 del Trattato che istituisce la Comunità europea;

(xiv) Considerando che, in questo settore, il Programma europeo di ricerca nel settore della sicurezza (ESRP) della Commissione europea, del quale è in corso l'Azione preparatoria per il periodo 2004-2006, verte su tecnologie duali e sullo sviluppo di concetti anch'essi al centro dell'ETAP;

(xv) Constatando, peraltro, che in materia di equipaggiamenti e di R&T della

difesa, la dimensione transatlantica è ineludibile e che in questo ambito i paesi europei vogliono essere trattati da veri partner (e fornitori), e non più come dei potenziali subappaltatori, che dipendono dalla tecnologia e dai prodotti americani;

(xvi) Sottolineando che il progetto di aereo da combattimento del futuro F-35/Joint Strike Fighter illustra bene il dilemma europeo della cooperazione transatlantica ed ha altresì un'incidenza diretta sull'avvenire dell'ETAP e della BITDE;

(xvii) Considerando che i paesi europei impegnati in questo programma sono legati, per i decenni a venire, ad un progetto americano che non favorisce, in termini industriali e tecnologici, la BITDE;

(xviii) Rammaricandosi del fatto che non sia stato possibile sviluppare all'interno dell'ETAP il programma Neuron (che dimostra la validità del concetto UCAV - *Unmanned Combat Aerial Vehicle*),

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO CHE PRENDONO PARTE ALL'ETAP

1. A rivitalizzare il programma ETAP individuando i settori di cooperazione per gli anni a venire e fissando un calendario realistico degli obiettivi da realizzare;

2. A vigilare affinché le priorità tecnologiche individuate nell'ambito dell'ETAP si traducano in programmi di studi e di sviluppo per le imprese degli Stati partecipanti in modo da preservare il partenariato pubblico-privato (PPP) che sta al centro di questo progetto;

3. A verificare che l'ETAP serva ad individuare, tra le esigenze future in materia di sistemi aerei da combattimento, quelle che sono già sviluppate negli Stati Uniti, ivi compresi i progetti in cooperazione come il Joint Strike Fighter, in modo da evitare inutili e costose duplicazioni;

4. A provvedere che l'impulso dato alla R&T della difesa europea e il rafforza-

mento della BITDE non siano confusi con un tentativo di costruire una « fortezza Europa » in questo settore, senza per questo escludere il ricorso ad una preferenza europea nella scelta delle tecnologie e degli equipaggiamenti, in modo da preservare l'autonomia europea e da potenziare la BITDE;

5. A vigilare affinché le iniziative dei paesi europei volte a mantenere alcune capacità nazionali ritenute strategiche assumano una dimensione europea rappre-

sentata dall'UE all'interno della Agenzia europea di difesa;

6. A fare tutto quanto è necessario per ottenere una cooperazione transatlantica equilibrata, il che potrebbe fornire un impulso importante alla ristrutturazione delle industrie della difesa europee;

7. A provvedere affinché l'ETAP si apra gradualmente ad altri paesi che hanno competenze e che si occupano alcuni segmenti di specializzazioni tecnologici nel settore aeronautico e spaziale.